

DIAL 3191

GUATEMALA - Les victimes d'un massacre obtiennent justice

Louisa Reynolds

jeudi 12 avril 2012, mis en ligne par [Dial](#), [Guillaume Jacquemart](#)

Ce texte de Louisa Reynolds, publié sur le site de [Noticias Aliadas](#) le 23 mars 2012, revient sur la condamnation, par un tribunal guatémaltèque, d'un autre militaire ayant participé au massacre de Dos Erres en 1982.

María Ofelia Gómez Hernández n'oubliera jamais le 6 décembre 1982. Elle se trouvait chez elle, dans sa maison de la localité de Dos Erres, en train de préparer le petit déjeuner pour ses deux petits-enfants, quand cinq soldats fortement armés et déguisés maladroitement en guérilleros ont fait irruption par la porte principale. Dos Erres se situait dans la municipalité de La Libertad, dans le département de Petén, à l'extrême nord du Guatemala.

Les soldats ont jeté la nourriture par terre et ont pointé leurs fusils vers eux en exigeant qu'ils leur disent où ils avaient caché les armes. Après avoir cherché dans la maison et n'avoir rien trouvé, ils sont sortis et ils leur ont dit qu'ils reviendraient plus tard pour « s'occuper d'eux ».

Quelques membres de la famille Gómez Hernández ont pu fuir rapidement de Dos Erres, mais tous les habitants n'ont pas eu autant de chance. Les soldats de la Brigade des forces spéciales Kaibil, décrite durant le procès comme une « machine à tuer » du fait de sa brutalité féroce, ont encerclé Dos Erres et enfermé les hommes dans l'école et les femmes et leurs enfants dans l'église. Après avoir violé les femmes, ils ont bandé les yeux des habitants terrifiés, les ont battus avec des masses et lancés dans un puits.

Récit de l'horreur

Selon les soldats kaibiles, qui ont témoigné en tant que témoins protégés, un militaire tira dans le puits et y lança une grenade malgré les plaintes et les cris qui montaient des corps brisés amoncelés. En 1994, des anthropologues légistes ont trouvé 201 corps dans le puits, dont ceux de 67 enfants.

Même si ce massacre horrible a eu lieu il y a 30 ans, Gómez Hernández se souvient clairement des visages des cinq soldats qui ont détruit sa maison et qui ont massacré 18 membres de sa famille.

Elle en décrit un en particulier qui avait un grain de beauté sur la joue gauche et qui portait un foulard rouge attaché au cou. Le 13 mars passé, ce même homme, Pedro Pimentel Ríos, s'est assis à deux mètres d'elle dans un tribunal guatémaltèque où il a été condamné à 6 060 années de prison, 30 ans pour chacune des 201 victimes et 30 ans de plus pour crimes contre l'humanité.

C'est un jugement d'une énorme portée historique puisque les juges ont invoqué le principe de Nuremberg, selon lequel un soldat n'est pas tenu d'obéir à des ordres qui impliquent de commettre des violations des droits humains.

En 2010, quatre autres soldats qui ont participé au massacre de Dos Erres ont reçu la même sentence : 60 ans de prison.

Pimentel Ríos, 54 ans, a été décrit par les anciens soldats Favio Pinzón et César Franco –eux aussi kaibiles – comme un homme particulièrement impitoyable. Après le massacre, deux femmes et deux enfants de 5 et 3 ans ont été emmenés de la localité. Les deux femmes ont été violées par toute la troupe et l'une d'elles aurait été exécutée par Pimentel Ríos pour montrer à ses subordonnés « comment tuer ».

Il y a deux décennies, Pimentel Ríos a abandonné le Guatemala de peur d'être traduit en justice pour crimes de guerre. Il est arrivé aux États-Unis illégalement et a travaillé dans une usine de textile à Santa Ana, Californie, jusqu'à ce qu'il soit arrêté en 2010 par la police migratoire états-unienne.

Deux autres soldats kaibiles, Jorge Vinicio Orantes Sosa et Gilberto Jordán sont détenus aux États-Unis, et les procédures d'extradition sont en cours. Des mandats d'arrêt ont aussi été émis contre huit autres soldats qui sont toujours fugitifs.

Quelques survivants et leurs familles, mais pas tous, ont reçu des dédommagements après que la Cour interaméricaine des droits humains a ordonné à l'État du Guatemala de payer des réparations pour le massacre.

Récupérer la terre promise

Le tribunal a également ordonné que le Fonds de terres (FONTIERRAS) achète les terres où Dos Erres se situait auparavant – et qui apparemment ont été acquises postérieurement par des propriétaires terriens narcotrafiquants – pour la rendre à ses propriétaires originaux.

Les agriculteurs qui ont fondé Dos Erres ont trouvé une mort terrible à l'endroit même où ils étaient arrivés à la recherche de la terre promise.

Petén a été, et continue à être, un havre de paix tropical. En 1978, l'agence gouvernementale Équipement et développement du Petén (FYDEP) a initié une politique de « colonisation » de la région, en vendant à des agriculteurs appauvris de l'est du pays un terrain dans la nouvelle localité de Dos Erres [« deux R »], qui a pris le nom de ses fondateurs, dont les noms étaient Ruano et Reyes.

Au début des années 80, Dos Erres s'était agrandi et ses 700 habitants élevaient des porcs et cultivaient le maïs, des haricots, des ananas, même s'ils manquaient de services basiques comme l'électricité et l'eau potable. L'unique source d'eau pour la communauté était un puits.

Beaucoup de familles avaient établi leurs foyers dans la localité voisine de Las Cruces, qui était moins isolée, et travaillaient durant toute la semaine sur la nouvelle terre qu'ils avaient achetée à Dos Erres, où ils ont construit leur propre école rurale, et où ils ont essayé – en vain – d'extraire de l'eau d'un second puits, où les corps ont été jetés durant le massacre.

Comme dans beaucoup d'autres parties du pays, tous les hommes adultes de Dos Erres ont été obligés, sous la menace, d'intégrer une unité paramilitaire appelée Patrouilles d'autodéfense civile, pour combattre les groupes guérilleros qui, cependant, paraissaient avoir une présence peu importante dans la zone jusqu'à ce que 21 soldats soient exécutés en octobre 1982 dans une embuscade perpétrée par les insurgés des Forces armées rebelles (FAR).

La contre-offensive de l'armée a été rapide et brutale. Le 6 décembre 1982, l'ordre a été donné à l'unité kaibile de raser Dos Erres, même si ni armes, ni propagande gauchiste n'ont été trouvées.

L'ancien dictateur Efraín Ríos Montt (1982-1983), qui doit faire face actuellement à une inculpation pour génocide, avait lancé la politique de la « terre rasée » qui cherchait à éliminer n'importe quelle base de soutien possible à la guérilla, même si cela signifiait massacrer des localités entières.

Dans la salle adjacente à celle où Pimentel Ríos était en train d'être jugé, avait lieu simultanément

l'audience de Ríos Montt, durant laquelle le tribunal a refusé à l'ancien dictateur le droit à l'amnistie [1].

Les victimes rêvent encore de retourner à Dos Erres pour fonder une communauté de survivants, parce qu'ils sentent que s'en aller équivaut à abandonner leurs êtres chers.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3191.**

- Traduction de [Guillaume Jacquemart](#) pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 23 mars 2012.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir, en espagnol, « [GUATEMALA - Ríos Montt procesado por genocidio](#) » - note DIAL.